

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



MISSION MINISTERIELLE
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE

ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2025

Les PAP sont présentés dans des documents par mission.

La mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours, dons et attributions de produits attendus) et les moyens (emplois) alloués à une politique publique.

La présentation de chaque mission détaille :

- la présentation du périmètre de la mission ;
- les principaux textes concernant la politique publique à mettre en œuvre et l'organisation administrative prévue ;
- les principales réformes ;
- les objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. La présentation de chaque programme indique :

La présentation du cadrage stratégique du programme :

- la présentation du périmètre du programme, son articulation avec d'autres programmes, et les pilotes et les différents acteurs du programme ;
- la structuration du programme, sa segmentation en actions et la présentation de chaque action ;
- l'analyse stratégique du contexte et du champ du programme ;
- les enjeux qui en ressortent pour l'administration gabonaise ;
- les objectifs stratégiques du programme avec le type de finalité du résultat visé, le(s) résultat(s) annuel(s) attendu(s), les indicateurs d'évaluation, les éléments clés de stratégie d'action annuelle, et les contributions des opérateurs et des principaux partenaires.

La présentation des moyens du programme et des dépenses fiscales associées :

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres) ;
- le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation ;
- les propositions relatives aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat sont présentées en effectifs.

La justification des crédits au premier franc CFA

- les crédits sont justifiés, titre par titre, dès le premier franc CFA demandé.

AVANT-PROPOS	2
<u>MISSION PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT</u>	<u>5</u>
PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA MISSION	6
PERIMETRE DE LA MISSION	6
DECLINAISON OPERATIONNELLE DE LA MISSION	7
PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE	7
PRINCIPALES REFORMES	8
PRINCIPAUX ELEMENTS DE CONTEXTE ET ANALYSE STRATEGIQUE DE LA MISSION	8
OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION	9
RECAPITULATION DES CREDITS	13
<u>PROGRAMME ELABORATION ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE PROSPECTIVE</u>	<u>17</u>
PRESENTATION DU PROGRAMME	18
PERIMETRE DU PROGRAMME	18
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	18
PRESENTATION DES ACTIONS	19
CADRAGE STRATEGIQUE	20
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	20
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	21
PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES	25
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	25
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	26
JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA	27
DEPENSES DE PERSONNEL	27
AUTRES DEPENSES	28
RATTACHEMENT DES SERVICES	30
<u>PROGRAMME : PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT</u>	<u>31</u>
PRESENTATION DU PROGRAMME	32
PERIMETRE DU PROGRAMME	32
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	32
PRESENTATION DES ACTIONS	33
CADRAGE STRATEGIQUE	34
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	34
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	35
PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES	39
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	39
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	41
JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA	42
DEPENSES DE PERSONNEL	42
AUTRES DEPENSES	43
RATTACHEMENT DES SERVICES	46
<u>PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT</u>	<u>47</u>
PRESENTATION DU PROGRAMME	48
PERIMETRE DU PROGRAMME	48
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	48
PRESENTATION DES ACTIONS	49

CADRAGE STRATEGIQUE	50
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	50
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	51
PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES	57
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	57
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	59
JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA	60
DEPENSES DE PERSONNEL	60
AUTRES DEPENSES	61
RATTACHEMENT DES SERVICES	63

MISSION PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

PERIMETRE DE LA MISSION

La mission ministérielle "Planification du développement" est pilotée par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective.

Cette mission ministérielle transversale est chargée de mettre en œuvre la vision du Gouvernement en matière de développement du pays. Compte tenu des orientations générales des plus hautes autorités du pays, elle définit à cet effet des stratégies de développement et des mécanismes de suivi de leur mise en œuvre. A ce titre, elle est responsable :

En matière d'études économiques et sociales :

- de suivre et d'évaluer l'exécution des politiques de développement, en collaboration avec les administrations compétentes ;
- de garantir la cohérence des politiques publiques avec les objectifs de développement ;
- de promouvoir la collaboration entre les institutions nationales et les organismes internationaux ;
- d'élaborer toute mesure visant à identifier et à mesurer l'impact des grandes évolutions dans le domaine économique et social ;
- de conduire des études prospectives en vue de l'intégration des enjeux sous régionaux, régionaux et internationaux dans les politiques nationales de développement ;
- de faire périodiquement des projections sur les perspectives économiques à moyen et à long termes ;
- d'analyser périodiquement l'évolution des grands équilibres macroéconomiques à moyen terme et proposer des mesures d'ajustement nécessaires ;
- de conduire toute étude et analyse sur l'évolution démographique ;
- de coordonner la production statistique et d'en assurer la diffusion.

En matière de planification du développement, de programmation et d'exécution des projets d'investissement :

- d'élaborer les plans de développement sur la base des objectifs fixés par le Gouvernement ;
- de participer à l'élaboration des politiques sectorielles ;
- de renforcer les capacités de la planification des administrations sectorielles ;
- de participer à la préparation des programmes pluriannuels d'investissement de l'Etat et à l'élaboration des lois de finances (budget d'investissement), ainsi qu'au suivi de leur exécution ;
- d'établir et de mettre à jour la liste des projets prioritaires nationaux ;
- de réaliser toute étude ou expertise technique relative aux projets d'investissements, en collaboration avec les autres départements ministériels concernés ;
- de s'assurer de la cohérence globale des programmes d'investissements de l'Etat ;
- d'évaluer périodiquement l'état d'avancement des travaux d'investissements ;
- de participer à la préparation, aux négociations et au suivi des programmes économiques et financiers avec les institutions de coopération internationale, en collaboration avec les autres départements ministériels concernés.

Ainsi, la mission "Planification du Développement" s'appuie sur deux (2) programmes de politiques publiques et un (1) programme soutien à savoir :

- **Programme Elaboration et Pilotage de la Politique de Prospective** traite des aspects liés à la prévision économique, aux études exploratoires et à la vision prospective du développement du Gabon.
- **Programme Programmation du Développement** consiste à améliorer le schéma de développement global par la mise en place d'un dispositif de planification du développement, et à mettre en place les outils de gestion de projets et programmes de développement pour améliorer la performance. Il procède également au rebasage des comptes nationaux annuels et au passage à la norme méthodologique SCN 2008.
- **Programme Pilotage et Soutien à la Politique de Planification du Développement** comprend toutes les fonctions transversales devant venir en appui aux programmes cités ci-dessus afin d'assurer l'efficacité et l'efficience du département Ministériel.

DECLINAISON OPERATIONNELLE DE LA MISSION

La cartographie de la mission **Planification du développement** est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Programme 20.902 Elaboration et Pilotage de la Politique de la Prospective	1	0	4	0	0	0
Programme 20.915 Programmation du Développement	2	0	7	0	0	0
Programme 20.894 : Pilotage et Soutien à la Politique de la Planification	2	0	4	0	0	0
Total	5	0	15	0	0	0

(1) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'Etat recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat.

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

Les textes ci-après encadrent l'exécution de la mission du Ministère de la Planification et de la Prospective. Il s'agit : Au titre des lois :

- de la loi n°16/2022 du 06 septembre 2022 modifiant et complétant les dispositions de la loi n°15/2014 du 07 janvier 2015 portant institution et organisation du Système Statistique National ;
- de la loi n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ;

En ce qui concerne les décrets :

- du décret n°0066/PR/MPP du 14 février 2024 portant attributions et organisation du Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- du décret n°0067/PR/MPP du 14 février 2024 portant création, attributions et organisation du Commissariat au Plan ;
- du décret n°0241/PR/MER du 06 septembre 2022 portant organisation d'un recensement général de population et des logements en République Gabonaise en 2023 ;
- du décret n°0410/PR/MEPIP du 20 août 2015 portant création et organisation de la Direction Générale de la Prospective ;
- du décret n°0018/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Statistiques et des Etudes ;
- du décret n°0017/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Archives et de la Documentation dans les ministères ;
- du décret n°0025/PR/MBCPFP du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Ressources Humaines ;
- du décret n°0027/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Archives et de la Communication dans les ministères ;
- du décret n°0028/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Systèmes d'Information dans les ministères ;
- du décret n°0028/PR/MJGSDHRIC du 16 janvier 2013 portant création et organisation d'une Direction Centrale des Affaires Juridiques dans les ministères ;
- du décret n°0193/PR/MBCPFP du 22 mai 2012 portant création et organisation des fonctions de responsable de programme, de responsable de budget opérationnel de programme et de responsable d'unité opérationnelle ;
- du décret n°1230/PR/MBCPFPRE du 13 octobre 2011 portant réorganisation de la Direction Centrale des Affaires Financières ;
- du décret n°000378/PR/MFPRAMF du 26 mai 2000 portant création, attribution, organisation et fonctionnement des Inspections Générales des Services de Ministère ;
- du décret n°1325/PR/MFPRAME du 2 octobre 1991 portant attribution de la fonction de Secrétaire Général de Ministère, ensemble des textes modificatifs subséquents ;
- du décret n°0718/PR/MPAT du 31 mai 1983 portant organisation du Ministère de la Planification et

PRINCIPALES REFORMES

Au regard de ses compétences et de sa récente restauration, le Ministère de la Planification et de la Prospective prend en charge des opérations d'envergure nationale et les réformes préconisées dans son secteur d'activité. Il s'agit notamment :

- de la mise en œuvre des recommandations du Projet de Développement des Statistiques au Gabon ainsi que des travaux de rattrapage et de rebasage des comptes nationaux ;
- des collectes d'informations courantes (IHPC, Indice des prix de gros, ICA, IPI, annuaire statistique, indice du commerce extérieur, etc.) ;
- du renforcement de la Gestion des Investissements Publics (GIP), à travers un meilleur encadrement du cycle de celui-ci, la formalisation du comité d'études sectorielles chargé de la sélection des projets et de la préparation du projet de Programme d'Investissements Publics (PIP) consolidé ;
- de l'élaboration de la politique d'aménagement du territoire ;
- de la réalisation d'une étude nationale de la prospective ;
- de la poursuite des opérations du recensement général de la population et des logements (RGPL) entamées en 2023 ;
- de la finalisation de la réforme du système statistique national ;
- de la prise en compte des Directions centrales de la statistique et des études (DCSE) ;
- de la création d'un site Internet officiel du Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- de la nécessité de regrouper toutes les unités administratives du ministère (Cabinet, Inspection Générale des Services, Secrétariat Général, directions générales) sur le site de l'ancien Ministère du Plan sis à Oloumi.

Les activités ainsi rappelées ont un impact sur le budget de l'Etat en termes de dépenses relatives aux travaux d'aménagement et d'équipement du nouvel espace de travail et de prise en charge des actions de réformes et des opérations du RGPL.

La présentation de la mission *Planification du développement* se poursuit avec la déclinaison de ses objectifs les plus représentatifs en indiquant le type de finalité des résultats visés, les résultats annuels, les indicateurs ainsi que la récapitulation des crédits associés (par programme et action, puis par programme et titres) et les effectifs de la mission. Et ce, dans la perspective de la déclinaison des programmes de politiques publiques et du programme dit support qui sera faite suivant la même architecture.

PRINCIPAUX ELEMENTS DE CONTEXTE ET ANALYSE STRATEGIQUE DE LA MISSION

Dans cette rubrique, on présente succinctement les éléments clés de l'évolution des performances ou des résultats obtenus au cours des dernières années, les éléments clés en vue de l'atteinte des objectifs stratégiques les plus représentatifs de la mission. On rappelle les contraintes budgétaires fixées à la mission et les choix stratégiques opérés en conséquence.

OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

OBJECTIF N°1 : ANTICIPER LES EVOLUTIONS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES D'ICI FIN 2028

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : les modèles d'équilibre général calculable (EGC) et ISDG (T21) sont élaborés et mis à jour ;
- **Résultat annuel attendu 2** : le Tableau de Bord Prospectif (TBP) est produit tous les 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 3** : la note de veille stratégique est élaborée par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 4** : l'Etude Nationale Prospective (Gabon 2063) est réalisée en 2025.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'avancement d'élaboration et mise à jour des modèles (EGC et T21)	%	N/A	N/A	50	50	100
Taux d'avancement de l'élaboration du Tableau de Bord Prospectif	%	N/A	N/A	25	75	100
Nombre de rapport de veille stratégique produit	Nombre	N/A	N/A	3	3	3
Taux d'avancement sur l'élaboration du rapport de l'Etude Nationale Prospective	%	N/A	40	60	N/A	N/A

Source : DGPRO

OBJECTIF N°2 : ASSURER L'ANALYSE EXPLORATOIRE DANS LES SECTEURS PRIORITAIRES D'ICI 2027

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel :

- **Résultat annuel attendu 1** : le rapport de suivi de la mise en œuvre du Plan-Cadre de coopération 2023-2027 est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 2** : le bulletin d'analyse prospective Sectorielle (BAPS) est élaboré par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 3** : le rapport de suivi de l'Agenda 2063 est élaboré ;
- **Résultat annuel attendu 4** : le rapport de suivi des ODD est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 5** : le rapport de l'étude prospective sur le secteur de la pêche : opportunité de diversification pour l'économie gabonaise à l'horizon 2030 est élaboré chaque 2 ans.

Résultat annuel attendu 6 : les capacités des agents sur les outils de la prospective sont renforcées

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de rapport de suivi du Plan-Cadre de coopération du Gabon élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Nombre de Bulletin d'Analyse Prospective Sectorielle publié	Nombre	1	N/A	2	3	4
Nombre de rapport de suivi de l'Agenda 2063 élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Nombre de rapport national volontaire sur les ODD élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Taux d'avancement de l'élaboration du rapport sur l'étude prospective du secteur de	%	25	25	50	100	N/A

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
la pêche						
Nombre d'agents formés sur les outils de la prospective	Nombre	N/A	N/A	30	30	30

Source des données : DGPRO.

OBJECTIF N°3 : D'ici à 2027 améliorer le schéma de développement global par la mise en place d'un dispositif de planification du développement

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- **Résultat annuel attendu 1** : Cadre juridique et institutionnel en matière de programmation du développement défini et en place ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Travaux préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement effectués ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Séminaires de formation sur la planification du développement organisés ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Modèles/outils d'analyse et de mesure des politiques de développement national ou sectoriel élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Stratégies sectorielles élaborées ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Banque de projets construite ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Rapports pour la préparation de la loi de finances produits (volet investissement).

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Réalisation PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2027
Nombre des textes (loi et décrets d'application) juridiques élaborés, transmis à la signature et adoptés	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	N/A
Taux d'avancement de la mise en place du comité interministériel de planification des projets de développement	Taux	N/A	N/A	75	25	100
Taux d'avancement des travaux préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement effectués	Taux	N/A	N/A	60	40	100
Nombre de séminaires de formation sur la planification du développement	Nombre	N/A	N/A	5	5	15
Nombre de modèles/outils d'analyse et de mesure des politiques de développement national ou sectoriel élaborés	Nombre	N/A	N/A	1	1	2
Nombre de stratégies sectorielles élaborées	Nombre	N/A	N/A	3	5	8
Taux d'avancement des travaux de construction de la banque de projets	Taux	N/A	N/A	30	70	100
Nombre de rapports produits pour contribuer à la préparation de la loi des finances (volet investissement)	Nombre	N/A	N/A	2	2	4

Source des données : Commissariat Général au Plan.

OBJECTIF N°4 : ETRE PARVENU D'ICI FIN 2026 A MODERNISER L'ADMINISTRATION DU MINISTERE

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : mettre en place un dispositif de suivi de la Performance des programmes opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 2** : mettre en place un cadre organique du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 3** : rendre opérationnel les outils modernes de gestion des activités du ministère.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Taux d'élaboration du dispositif de suivi de la Performance des programmes du ministère	%	NA	NA	45	55	100
Taux d'élaboration du cadre organique du ministère	%	NA	NA	60	40	100
Taux de mise en œuvre des outils modernes de gestion des activités du ministère	%	NA	NA	30	70	100

Source : Secrétariat Général du Ministère

OBJECTIF N°5 : AVOIR DEFINI ET MIS EN ŒUVRE UN SYSTEME EFFICACE DE PILOTAGE ET DE MANAGEMENT DU MINISTERE D'ICI FIN 2025

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : Tenir 3 revues mensuelles (dialogue de gestion) dans l'année ;
- **Résultat annuel attendu 2** : atteindre au moins 80% d'exécution du budget ouvert à la consommation ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Dynamiser 3 grandes activités des différentes Directions Générales par an.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2025
Nombre de revues mensuelles tenu	%	NA	NA	3	3	3
Taux d'exécution du budget ouverts par programme de la mission (Ministère)	%	NA	NA	80	90	95
Nombre des activités dynamisées par Direction Générale	Nombre	NA	NA	3	3	3

Source : DCAF du Ministère de la Planification et de la Prospective

OBJECTIF N°6 : AMELOIRER LES CONDITIONS ERGONOMIQUES DU MINISTERE D'ICI FIN 2027

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers

- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu n°1** : opérationnaliser à 60 % les services du ministère
- **Résultat annuel attendu n°2** : avoir réhabilité les 6 bâtiments administratifs du Ministère de la planification et de la prospective à Oloumi ;
- **Résultat annuel attendu n° 3** : avoir câblé à 100% le réseau et installé le réseau de l'administration gabonaise (RAG) à Oloumi.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'opérationnalisation des services	%	NA	NA	60	100	NA
Nombre des bâtiments du Ministère réhabilité	Nombre	NA	NA	6	0	NA
Taux d'installation du câblage et du RAG	%	NA	NA	100	NA	100

Source : SG du Ministère de la Planification et de la Prospective

RECAPITULATION DES CREDITS

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

27. Mission Planification du Développement		Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
		Ouvertes en LFI (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025		Montant y compris ADP	Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025				Montant y compris ADP				
20.902	Programme Elaboration et Pilotage de la Politique de la Prospective	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118
20.902.1	Conception de l'Analyse Prospective	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000
20.902.2	Analyse et exploration des secteurs prioritaires	93 399 751	80 000 000	-	80 000 000	141 794 118	141 794 118	93 399 751	80 000 000	-	80 000 000	141 794 118	141 794 118
20.902.3	Elaboration et Suivi des Programmes de Développement	-	73 845 196	-	73 845 196	185 000 000	185 000 000	-	73 845 196	-	73 845 196	185 000 000	185 000 000
20.915	Programme Programmation du Développement	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909
20.915.1	Planification du développement	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 693 154 603	1 693 154 603	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 693 154 603	1 693 154 603
20.915.2	Préparation, suivi et évaluation des projets de développement	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 403 074 306	1 403 074 306	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 403 074 306	1 403 074 306
20.915.3	Comptes nationaux, statistiques et projection macroéconomiques	1 151 139 947	1 497 889 947	-	1 497 889 947	2 636 100 000	2 636 100 000	1 151 139 947	1 497 889 947	-	1 497 889 947	2 636 100 000	2 636 100 000
20.894	Programme Pilotage et Soutien à la Politique de la Planification	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000
20.894.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	431 547 619	300 000 000	-	300 000 000	740 000 000	740 000 000	431 547 619	300 000 000	-	300 000 000	740 000 000	740 000 000
20.894.2	Coordination administrative	175 000 000	13 318 480 200	-	13 318 480 200	5 481 000 000	5 481 000 000	175 000 000	13 318 480 200	-	13 318 480 200	5 481 000 000	5 481 000 000
Total pour la mission Planification du Développement		2 142 763 723	16 190 215 343	-	16 190 215 343	12 576 623 027	12 576 623 027	2 142 763 723	16 190 215 343	-	16 190 215 343	12 576 623 027	12 576 623 027

(2) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB) ;
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB).

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
20.894 : Programme Elaboration et Pilotage de la Politique de la Prospective	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	195 076 157	243 845 196	-	243 845 196	568 000 000	568 000 000	195 076 157	243 845 196	-	243 845 196	568 000 000	568 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20.915 : Programme Programmation du Développement	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	723 289 621	1 710 039 621	-	1 710 039 621	5 344 151 747	5 344 151 747	723 289 621	1 710 039 621	-	1 710 039 621	5 344 151 747	5 344 151 747
Titre 4. Dépenses de transfert	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	388 177 162	388 177 162	-	-	-	-	388 177 162	388 177 162
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20.894 : Programme Pilotage et Soutien à la Politique de la Planification	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	487 500 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	590 000 000	590 000 000	487 500 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	590 000 000	590 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total pour la mission Planification du Développement	2 142 763 723	16 190 215 343	-	16 190 215 343	12 576 623 027	12 576 623 027	2 142 763 723	16 190 215 343	-	16 190 215 343	12 576 623 027	12 576 623 027

Numéro et intitulé du programme	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
Titre 2. Dépenses de personnel	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 405 865 778	2 953 884 817	-	2 953 884 817	6 502 151 747	6 502 151 747	1 405 865 778	2 953 884 817	-	2 953 884 817	6 502 151 747	6 502 151 747
Titre 4. Dépenses de transfert	617 850 326	617 850 326	-	617 850 326	185 294 118	185 294 118	617 850 326	617 850 326	-	617 850 326	185 294 118	185 294 118
Titre 5. Dépenses d'investissement	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 599 177 162	4 599 177 162	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 599 177 162	4 599 177 162
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la loi finances initiale ou de la loi de finances rectificative si cette dernière intervient.

(2) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)

(3) ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

Numéro et intitulé du programme	EFFECTIFS					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2024			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	
PROGRAMME N°27.908 (DGPro)	0	51	0	28	28	79
Hors catégorie	0	0	0	0	0	0
Catégorie A	0	34	0	15	15	49
Catégorie B	0	4	0	5	5	9
Catégorie C	0	2	0	0	0	2
Main-d'œuvre non permanente	0	11	0	8	8	19
PROGRAMME N°27.916 (Stat)	0	197	0	71	71	268
Hors catégorie	0	0	0	0	0	0
Catégorie A	0	154	0	50	50	204
Catégorie B	0	23	0	11	11	34
Catégorie C	0	2	0	0	0	2
Main-d'œuvre non permanente	0	18	0	10	10	28
PROGRAMME N°27.915 (CGP)	0	8	0	39	39	47
Hors catégorie	0	0	0	0	0	0
Catégorie A	0	7	0	39	39	46
Catégorie B	0	1	0	0	0	1
Catégorie C	0	0	0	0	0	0
Main-d'œuvre non permanente	0	0	0	0	0	0
PROGRAMME N°27.894 (Soutien)	0	56	0	54	54	110
Hors catégorie	0	0	0	0	0	0
Catégorie A	0	43	0	16	16	59
Catégorie B	0	3	0	28	28	31
Catégorie C	0	0	0	0	0	0
Main-d'œuvre non permanente	0	10	0	10	10	20
Total pour les emplois de l'administration	0	312	0	192	192	504

(1) FDC : fonds de concours (art.57 al.2 de la LOLFED)

(2) ADP : attributions de produits (art.57 al.4 de la LOLFEB)

PROGRAMME ELABORATION ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE PROSPECTIVE

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme « Elaboration et Pilotage de la Politique de Prospective » traite des aspects liés à la prévision économique, aux études exploratoires et à la vision prospective du développement du Gabon. A cet effet, les principales actions portent sur :

- la conception, le développement et la mise en œuvre des outils et des méthodes de formalisation de l'analyse prospective en vue de définir les scénari de futurs possibles. Cette action relève de la Direction de la Prévision ;
- l'analyse et l'exploration des secteurs prioritaires du pays, à travers la Direction des Etudes Exploratoires ;
- l'intégration et le suivi de la mise en œuvre des préconisations de la vision prospective dans les plans et programmes de développement économique et social de moyen et long terme par la Direction du Développement.

Lié aux politiques publiques d'aménagement du territoire et de programmation du développement, le présent programme est placé sous la responsabilité directe du Directeur Général de la Prospective (RPROG).

DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme « Elaboration et pilotage de la politique de la prospective » est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action 1 : Conception de l'analyse prospective	1	0	0	0	0	0
Action 2 : Analyse et exploration des secteurs prioritaires	1	0	0	0	0	0
Action 3 : élaboration et suivi des programmes de développement	1	0	0	0	0	0
Total	3	0	0	0	0	0

(1) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'Etat recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat.

ACTION N° 1 : CONCEPTION DE L'ANALYSE PROSPECTIVE

Cette action comprend :

- la conception du modèle d'Equilibre Général Calculable (EGC) ;
- la conception du modèle de mesure d'impact d'atteinte des ODD ;
- la production du Tableau de Bord Prospectif (TBP) ;
- l'élaboration de la note de veille stratégique ;
- la réalisation de l'Etude Nationale Prospective (Gabon 2063).

Cette action est mise en œuvre par la Direction de la Prévision.

ACTION N° 2 : ANALYSE ET EXPLORATION DES SECTEURS PRIORITAIRES

Cette action comprend :

- l'élaboration du rapport de suivi des ODD ;
- l'élaboration du Bulletin d'Analyse Prospective Sectorielle (BAPS) ;
- l'élaboration du rapport de suivi de l'Agenda 2063 ;
- l'élaboration du rapport de suivi de la mise en œuvre du Plan-Cadre de coopération 2023-2027 ;
- l'élaboration du rapport de l'étude prospective sur le secteur de la pêche : opportunité de diversification pour l'économie gabonaise à l'horizon 2063.

Cette action est assurée par la Direction des Etudes Exploratoires.

ACTION N° 3 : ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

Cette action comprend :

- l'élaboration du rapport national sur les plans sectoriels de développement ;
- l'élaboration de la cartographie des partenaires au développement et de leurs contributions ;
- le suivi de la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur les questions prospectives ;
- la prise en compte de la vision prospective dans les programmes de développement ;
- l'élaboration du Rapport National de Développement Humain (RNDH).

Cette action est conduite par la Direction du Développement.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Le programme « Elaboration et pilotage de la politique prospective » est mis en œuvre par la Direction Générale de la Prospective (DG PRO). Sa création répond à la nécessité de *mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'exploration des différentes options de développement, de projection et d'anticipation des phénomènes socio-économiques à moyen et long terme.*

Cette nécessité est d'autant plus marquée que, les politiques publiques adossées sur la vision prospective Gabon 2025 du développement du pays souffraient du non-respect de la chaîne programmation, planification, budgétisation et suivi évaluation (PPBSE) et du faible niveau de coordination des acteurs. En effet, le bilan socioéconomique du pays couvrant la période 2009-2023 a été mitigé, malgré d'ambitieux plans de développement du Gabon (PSGE, PRE, PAT).

Avec l'arrivée du Comité de Transition pour la Réforme des Institutions (CTRI) et en rapport avec la feuille de route remise à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective, le programme doit proposer une vision prospective de développement à long terme dénommée « Gabon 2063 » afin de faire face aux incertitudes du futur. La vision Gabon 2063 devrait aider à améliorer l'allocation des ressources budgétaires, renforcer les capacités dans la mise en œuvre des projets structurants et donc d'accroître l'efficacité des investissements publics. Cela permettrait de prendre en compte les aspirations légitimes des populations, notamment en matière d'infrastructures sociales de base : santé, éducation, eau et électricité, etc.

Aussi, ce service central de l'Etat, créé par décret n°0410/PR/MEPIP du 20 août 2015, est chargé :

- De proposer les grands objectifs en matière de développement économique, social et culturel de la nation à moyen et long termes, en collaboration avec les autres administrations publiques, privées et les partenaires au développement ;
- De conduire des études prospectives en vue de l'intégration des enjeux sous régionaux, régionaux et internationaux dans les politiques nationales de développement ;
- De procéder ou de faire procéder à des études d'impacts des politiques économiques, sociales et environnementales mises en œuvre à moyen et long termes ;
- D'organiser la veille stratégique à moyen et long termes ;
- De mener des études prospectives démographiques et assurer l'intégration des variables démographiques dans le processus de planification du développement.

ENJEUX

Les enjeux relatifs au programme « Elaboration et pilotage de la politique prospective » sur la période 2025-2028 sont :

- Enjeu 1 : intégrer les orientations des études prospectives dans les politiques de développement ;
- Enjeu 2 : parvenir à développer un modèle de simulation des chocs économiques, en vue de proposer des meilleures options de développement pour le Gabon ;
- Enjeu 3 : renforcer la veille stratégique ;
- Enjeu 4 : parvenir à développer un modèle de simulation des impacts des politiques publiques orienté vers les agendas internationaux.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : ANTICIPER LES EVOLUTIONS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES D' ICI 2028

- **Résultat annuel attendu 1** : les modèles d'équilibre général calculable (EGC) et ISDG (T21) sont élaborés et mis à jour ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Le Tableau de Bord Prospectif (TBP) est produit tous les 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 3** : la note de veille stratégique est élaborée ;
- **Résultat annuel attendu 4** : l'Etude Nationale Prospective (ENP, Gabon 2063) est réalisée.

OBJECTIF N°2 : ASSURER L' ANALYSE EXPLORATOIRE DANS LES SECTEURS PRIORITAIRES D' ICI FIN 2027

- **Résultat annuel attendu 1** : le rapport de suivi des ODD est élaboré ;
- **Résultat annuel attendu 2** : le Bulletin d'Analyse Prospective Sectorielle (BAPS) est élaboré par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 3** : le rapport de suivi de l'Agenda 2063 est élaboré ;
- **Résultat annuel attendu 4** : le rapport de suivi du Plan-Cadre de coopération 2023-2027 est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 5** : le rapport de l'étude prospective sur le secteur de la pêche : opportunité de diversification pour l'économie gabonaise à l'horizon 2030 est élaboré ;
- **Résultat annuel attendu 6** : les capacités des agents sur les outils de la prospective sont renforcées.

OBJECTIF N°3 : INTEGRER LES RESULTATS DE LA VISION PROSPECTIVE DANS LES PLANS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT D' ICI FIN 2027

OBJECTIF N°1 : ANTICIPER LES EVOLUTIONS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES D'ICI FIN 2028**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : les modèles d'équilibre général calculable (EGC) et ISDG (T21) sont élaborés et mis à jour ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Le Tableau de Bord Prospectif (TBP) est produit tous les 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 3** : la note de veille stratégique est élaborée par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 4** : l'Etude Nationale Prospective (Gabon 2063) est réalisée en 2025.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2028
Taux d'avancement d'élaboration et mise à jour des modèles (EGC et T21)	%	N/A	N/A	50	50	100
Taux d'avancement de l'élaboration du Tableau de Bord Prospectif	%	N/A	N/A	25	75	100
Nombre de rapport de veille stratégique produit	Nombre	N/A	N/A	3	3	3
Taux d'avancement sur l'élaboration du rapport de l'Etude Nationale Prospective	%	N/A	40	60	N/A	N/A

Source : DGPRO

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Conception du Modèle d'Equilibre Général Calculable (EGC), Collecte de données, Calibrage du modèle, Renforcement des compétences ;
- Atelier de mise à jour du Modèle i-SDG, Collecte de données annuelle, Développement et calibrage du modèle i-SDG-T21 ;
- Phase préparatoire avec recrutement de consultants, Etude rétrospectives sectorielles, Enquête nationale sur les opinions et aspirations des populations, Analyse structurelle, Analyse du jeu des acteurs, Elaboration des scénarii de développement ;
- Revue documentaire, Collecte des données, l'élaboration de la note de veille stratégique.

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1,2 et 4 : Ratio ;

Indicateur 3 : simple décompte.

Contributions des opérateurs/partenaires :

- Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, PNUD, DGBFIP.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu1** : le rapport de suivi de la mise en œuvre du Plan-Cadre de coopération 2023-2027 est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu 2** : le bulletin d'analyse prospective Sectorielle (BAPS) est élaboré par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu3** : le rapport de suivi de l'Agenda 2063 est élaboré ;
- **Résultat annuel attendu4** : le rapport de suivi des ODD est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu5** : le rapport de l'étude prospective sur le secteur de la pêche : opportunité de diversification pour l'économie gabonaise à l'horizon 2030 est élaboré chaque 2 ans ;
- **Résultat annuel attendu6** : les capacités des agents sur les outils de la prospective sont renforcées.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2027
Nombre de rapport de suivi du Plan-Cadre de coopération du Gabon élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Nombre de Bulletin d'Analyse Prospective Sectorielle publié	Nombre	1	N/A	2	3	4
Nombre de rapport de suivi de l'Agenda 2063 élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Nombre de rapport national volontaire sur les ODD élaboré	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1
Taux d'avancement de l'élaboration du rapport sur l'étude prospective du secteur de la pêche	%	25	25	50	100	N/A
Nombre d'agents formés sur les outils de la prospective	Nombre	N/A	N/A	30	30	30

Source des données : DGPRO

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Stabilisation de la matrice de collecte des données, Transmission de la matrice de collecte pour validation par le Comité technique conjoint présidé par le Ministère de la Planification et de la Prospective, Transmission de la matrice de collecte pour validation par le Comité de Pilotage présidé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Présentation des résultats au Ministre de la Planification et de la Prospective, Présentation des principaux résultats au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Impression et diffusion des différents rapports (Résultats 1, 3 et 4) ;
(1)
- Définition du cadre de préparation du BAPS, Choix des thématiques, Cartographie du secteur identifié, Définition des objectifs, cibles, produits et hypothèses, Collecte des données, Définition de l'échantillon, Elaboration des questionnaires, Consultations sectorielles, *Retraite pour le traitement des données et analyses.*

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1, 2, 3, 4 et 6 : simple décompte ;

Indicateur 5 : ratio.

Contributions des opérateurs/partenaires :

- Coordination du Système des Nations Unies.
-

OBJECTIF N°3 : INTEGRER LES RESULTATS DE LA VISION PROSPECTIVE DANS LES PLANS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT D'ICI 2027

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : le rapport national sur les plans sectoriels de développement est produit ;
- **Résultat annuel attendu 2** : le rapport sur la cartographie des partenaires au développement et leurs contributions est élaboré en 2026 ;
- **Résultat annuel attendu 3** : la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur les questions prospectives est suivi par semestre ;
- **Résultat annuel attendu 4** : la vision prospective dans les programmes de développement est prise en compte ;
- **Résultat annuel attendu 5** : le Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) est élaboré chaque 2 ans.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Taux d'avancement de l'élaboration du rapport national sur les plans sectoriels de développement	%	N/A	N/A	50	50	100
Taux d'avancement de l'élaboration du rapport sur la cartographie des partenaires au développement et de leurs contributions	%	N/A	N/A	50	50	100
Nombre de rapport de suivi régulier des activités de coopération avec les PTF sur les questions prospectives	Nombre	N/A	N/A	2	2	2
Nombre de rapport de suivi des programmes de développement intégrant la vision prospective	Nombre	N/A	N/A	2	2	2
Nombre de Rapport National sur le Développement Humain	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	1

Source des données : DGPRO

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Revue documentaire, collecte des plans, recrutement d'un consultant, élaboration du rapport, atelier de validation avec les sectoriels ;
- Identifier les partenaires au développement et leurs domaines d'intervention, retracer les contributions des partenaires identifiés à travers l'analyse des plans de travail (PTA), conventions et autres documents des projets réalisés avec les départements ministériels, le recrutement d'un consultant, élaboration du rapport ;
- Définir les indicateurs, concevoir les matrices de suivi, collecte des données sur le terrain, analyse des données, élaboration du rapport et impression du rapport ;
- Mise en place du comité scientifique pour la préparation d'au moins 3 thèmes à sélectionner, Atelier de sélection du thème, Collecte des données, Production du rapport et amendement, Impression du draft et transmission aux parties prenante pour amendement, Atelier de validation du rapport, Prise en compte des amendements et consolidation du rapport et impression du rapport.

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 et 2 : Ratio ;

Indicateur 3,4 et 5 : simple décompte.

Contributions des opérateurs/partenaires :

PNUD, UNICEF.

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

20.902 : Programme Elaboration et Pilotage de la Politique de la Prospective	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Budget hors ADP (a)	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025 (b)	Budget y compris ADP (a)+(b)				Budget hors ADP (a)	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025 (b)	Budget y compris ADP (a)+(b)		
Actions et titres												
20.902.1 : Conception de l'Analyse Prospective	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000	131 676 406	120 000 000	-	120 000 000	296 500 000	296 500 000
20.902.2 : Analyse et exploration des secteurs prioritaires	93 399 751	80 000 000	-	80 000 000	141 794 118	141 794 118	93 399 751	80 000 000	-	80 000 000	141 794 118	141 794 118
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	63 399 751	50 000 000	-	50 000 000	106 500 000	106 500 000	63 399 751	50 000 000	-	50 000 000	106 500 000	106 500 000
Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118
20.902.3 : Elaboration et Suivi des Programmes de Développement	-	73 845 196	-	73 845 196	185 000 000	185 000 000	-	73 845 196	-	73 845 196	185 000 000	185 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	-	73 845 196	-	73 845 196	165 000 000	165 000 000	-	73 845 196	-	73 845 196	165 000 000	165 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total du Programme Elaboration et Pilotage de la Politique de la Prospective	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118	225 076 157	273 845 196	-	273 845 196	623 294 118	623 294 118
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	195 076 157	243 845 196	-	243 845 196	568 000 000	568 000 000	195 076 157	243 845 196	-	243 845 196	568 000 000	568 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118	30 000 000	30 000 000	-	30 000 000	35 294 118	35 294 118
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000	-	-	-	-	20 000 000	20 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- (1) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Effectifs					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
Total pour les emplois de l'administration						

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

Emplois rémunérés	Effectifs		
	Réalisation 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
Opérateur 1 : xxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxx			
Opérateur 2 : xxxxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxxxx			
Opérateur x : xxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxxxx			
Total pour le programme			

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4						
Hors catégorie (s1)						
Catégorie A (s2)						
Catégorie B (s3)						
Catégorie C (s4)						
Main d'œuvre non permanente (t)						
Emplois des opérateurs (u)						
Total pour le programme = s + t + u						

AUTRES DEPENSES

JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Action 1 : CONCEPTION DE L'ANALYSE PROSPECTIVE			120 000 000	120 000 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 1 : Tableau de bord prospective			3 600 000	3 600 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			3 600 000	3 600 000	
Dépenses Indispensables			3 600 000	3 600 000	
Elaboration du Tableau de bord prospective	1	3 600 000	3 600 000	3 600 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 2 : Note de veille stratégique			3 120 000	3 120 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			3 120 000	3 120 000	
Dépenses Indispensables			3 120 000	3 120 000	
Tenue de la Note de veille stratégique	1	3 120 000	3 120 000	3 120 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 3 : Etude Nationale Prospective « Gabon 2063 »			113 280 000	113 280 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			113 280 000	113 280 000	
Dépenses Indispensables			113 280 000	113 280 000	
Réalisation de l'Etude Nationale Prospective « Gabon 2063 »	1	113 280 000	113 280 000	113 280 000	
Action 2 : Analyse et exploration des secteurs prioritaires			80 000 000	80 000 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 2 : Activité 1 : Suivi et le reportage de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, de l'Agenda 2030 des Nations Unies.			43 500 000	43 500 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			13 500 000	13 500 000	
Dépenses Indispensables			13 500 000	13 500 000	
Fonctionnement des comités de pilotage, technique et secrétariat du Suivi et le reportage de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, de l'Agenda 2030 des Nations Unies.	1	13 500 000	13 500 000	13 500 000	
<i>Titre 4 : Transferts</i>			30 000 000	30 000 000	
Dépenses Obligatoires			30 000 000	30 000 000	
Cotisation Internationale	1	30 000 000	30 000 000	30 000 000	Suivi des organismes internationaux (IDEP)
Activités régaliennes/activités ponctuelles 2 : Activité 2 : Suivi et le reportage de la mise en œuvre des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine			27 500 000	27 500 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			27 500 000	27 500 000	
Dépenses Indispensables			27 500 000	27 500 000	
Suivi et le reportage de la mise en œuvre des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine	1	27 500 000	27 500 000	27 500 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 3 : Activité 3 : Suivi et reportage de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable au Gabon en partenariat avec le Système des Nations Unies.			9 000 000	9 000 000	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			9 000 000	9 000 000	
Dépenses Indispensables			9 000 000	9 000 000	
Suivi et reportage de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable au Gabon en partenariat avec le Système des Nations Unies.	1	9 000 000	9 000 000	9 000 000	Frais des missions pour la collecte des données et organisation de l'atelier de validation
Action 3 : ELABORATION ET SUIVI DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT			73 845 196	73 845 196	
Activités régaliennes/activités ponctuelles : Rapport National sur le Développement Humain (RNDH)			18 461 300	18 461 300	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			18 461 300	18 461 300	
Dépenses Indispensables			18 461 300	18 461 300	
Elaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH)	1	18 461 300	18 461 300	18 461 300	
Activités régaliennes/activités ponctuelles: Activité 2 : le rapport sur la cartographie des partenaires au développement et leurs contributions			6 646 050	6 646 050	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			6 646 050	6 646 050	
Dépenses Indispensables			6 646 050	6 646 050	
Elaboration du rapport sur la cartographie des partenaires au développement et leurs contributions	1	6 646 050	6 646 050	6 646 050	
Coordination administrative			48 737 846	48 737 846	
<i>Titre 3 : Biens et services</i>			48 737 846	48 737 846	
Dépenses Indispensables			48 737 846	48 737 846	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Fonctionnement de la Direction Générale	1	38 737 846	38 737 846	38 737 846	
Opérationnalisation des documents préalables à la préparation et à l'exécution du budget	1	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
Total programme			273 845 196	273 845 196	

RATTACHEMENT DES SERVICES

Intitulé du Programme	Intitulé du BOP	Intitulé UO	Poste Comptable	Services rattachés
XX.XXX : XXXXX	A1 : XXXX	A1K1 : XXX	0000	Cabinet du Directeur Général de XXXXXXXX
				Service XXXXX
				Service XXXXXX
				Service XXXXXX
		A1K2 : XXXX		Direction XXXX
				Service XXXXX
				Service XXXXXX
				Service XXXXXX
				Service XXXXXX
				Direction XXXX
				Service XXXXX
				Service XXXXXX
	A1K3 : XXX		Direction XXXX	
			Service XXXXX	
			Service XXXXXX	
			Service XXXXXX	
			Direction XXXX	
			Service XXXXX	
			Service XXXXXX	
			Service XXXXXX	
	A2 : XXXX	A2Ki : XXX		Direction XXXX
				Service XXXXX
				Service XXXXXX
				Direction XXXX
		AiKj : XXX		Service XXXXXX
				Direction XXXX
				Service XXXXX
				Service XXXXXX
Aj : XXXX	AiKj : XXX		Direction XXXX	
			Service XXXXX	
			Service XXXXXX	
			Direction XXXX	
	AiKj : XXX		Service XXXXXX	
			Direction XXXX	
			Service XXXXX	
			Service XXXXXX	

PROGRAMME : PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme « Programmation du développement » est conduit par le Commissariat Général au Plan, chargé de coordonner les travaux de planification du développement. Il doit à cet effet éclairer les choix des pouvoirs publics en matière de programmation des investissements structurants, au regard des enjeux socioéconomiques du pays, en mettant en œuvre une planification à moyen-long terme et en faisant valoir la vision du Gabon à l'horizon 2063 de l'Agenda de l'Union Africaine.

Pour y parvenir, une budgétisation triennale glissante du programme d'investissements publics, adossée à des politiques sectorielles cohérentes, s'impose afin de cesser tout pilotage à vue et surtout prendre en compte les attentes légitimes et pressantes des populations en matière d'infrastructures sociales de base : santé, éducation, eau et électricité, route, etc.

Cette articulation tient du décret n°0067/PR/MPP du 14 février 2024 portant création, attributions et organisation du Commissariat au Plan. Celui-ci est en effet chargé de :

- préparer le plan national de développement ;
- contribuer à l'élaboration des politiques sectorielles en matière de développement ;
- renforcer les capacités de planification des administrations sectorielles ;
- suivre et évaluer l'exécution des politiques de développement, en collaboration avec les administrations compétentes ;
- garantir la cohérence des politiques publiques avec les objectifs de développement ;
- promouvoir la collaboration entre les institutions nationales et les organismes internationaux ;
- renforcer les politiques de développement durable ;
- contribuer à la préparation des projets de développement ;
- effectuer toute étude de projets et d'avant projets de développement ;
- mesurer la performance d'exécution et d'évaluer les impacts des projets, réformes et actions qui s'y rapportent ;
- identifier tout blocage à la bonne exécution des travaux d'investissement et de formuler des recommandations.

Enfin, le programme « Programmation du développement » est piloté par le Commissaire Général au Plan, Responsable de Programme (RPROG).

DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie des actions du programme « Programmation du développement », assise sur la stratégie nationale de développement couvrant la période 2025-2027, est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action 1 : Planification du développement	1	0	1	0	0	0
Action 2 : Préparation, suivi et évaluation des projets de développement	1	0	1	0	0	0
Action 3 : Comptes nationaux, statistiques et projections macroéconomiques	1	0	4	0	0	0
Total	3	0	6	0	0	0

(1) il s'agit du nombre d'établissements publics de l'Etat recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat.

ACTION N° 1 : PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Cette action recouvre les activités liées :

- à l'élaboration du cadre juridique des activités de planification, de suivi et évaluation des projets développement
- à l'organisation et fonctionnement du Comité interministériel de planification des projets de développement, des comités techniques associés ;
- à la préparation de l'élaboration du Plan National de Développement (PND ou plan quinquennal) ;
- à la vulgarisation des méthodes de planification des politiques de développement en référence aux standards internationaux ;
- à l'implémentation des outils d'analyse et de mesure des politiques publiques de développement ;
- à la constitution d'une banque de projets ;
- à la participation et à la préparation du projet de loi de finance (budget d'investissement).

ACTION N° 2 : PREPARATION, SUIVI ET EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Cette action recouvre les activités liées :

- à la coordination des directions et des services d'appui.
- au développement et à la vulgarisation de nouvelles techniques en matière de montage de projets et programmes de développement ;
- à l'accompagnement des administrations sectorielles dans la traduction des objectifs de développement en programmes et projets de développement tout en recherchant les sources de financement adéquates des projets matures ;
- à la proposition des normes en matière d'infrastructures dans chaque secteur ;
- au suivi-évaluation des plans de développement ;
- au suivi-évaluation des projets et programmes de développement ;
- au suivi-évaluation des plans de coopération internationale ;
- au suivi-évaluation des stratégies sectorielles.

Parallèlement, cette action intègre le développement d'un système d'information des projets et programmes de développement.

ACTION N° 3 : COMPTES NATIONAUX, STATISTIQUES ET PROJECTION MACROECONOMIQUES

Cette action recouvre les activités liées :

- à la production des comptes nationaux sous le SCN 93 ;
- à la production des comptes nationaux annuels et trimestriels après le rebasage et la migration au SCN 2008 ;
- à l'opérationnalisation du cadre de concertation (sous-comité PIB) pour l'amélioration de la disponibilité de l'information source nécessaire à la production des comptes nationaux ;
- à la conception et mise en œuvre d'un mécanisme de collecte d'informations sur l'emploi et le chômage ;
- à la production des statistiques annuelles et infra-annuelles sur les entreprises ;
- à la réalisation des enquêtes statistiques courantes/ponctuelles ;
- à l'implémentation et utilisation de nouveaux outils statistiques et méthodes de collecte des données.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Le programme « Programmation du développement » est articulé dans un contexte marqué par d'importantes revendications sociales et l'élaboration de deux instruments dédiés à la prise en compte des aspirations populaires : le Plan National de Développement de la Transition (PNDT) et le Plan d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC).

L'exécution de ces plans devrait permettre de mieux orienter les interventions de l'État vers des investissements structurants, en vue de réduire les inégalités de développement et accompagner harmonieusement le processus de transition politique.

Comme pour le programme « Elaboration et pilotage de la politique de la prospective » auquel il est fortement lié, le présent programme devrait être conduit en vue de suppléer aux carences des pratiques en matière de gestion des investissements publics observées durant les périodes antérieures. En effet, en dépit des moyens colossaux engagés dans le financement, entre 2009-2023, du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), du Plan de Relance de l'Economie (PRE) ou du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), les résultats sont mitigés voire négatifs. Les insuffisances dans la planification du développement national, la priorisation des interventions du Gouvernement et le faible niveau de coordination des acteurs en sont les principaux facteurs explicatifs.

Aussi, le Comité pour la Transition et la Réforme des Institutions (CTRI) a-t-il donné de grandes orientations contenues dans la feuille de route remise à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective, qui enjoint le Commissariat Général au Plan à :

- proposer un dispositif de planification du développement national ;
- planifier, étudier et évaluer le lancement des projets de développement ;
- préparer et assurer le suivi du budget de développement.

ENJEUX

Sur la période 2025-2027, le Programme « Programmation du développement » est confronté à deux défis majeurs. Il s'agit de :

- Enjeu 1 : renforcer et améliorer la gestion des investissements publics (GIP) ;
- Enjeu 2 : concevoir un Programme d'Investissement Public (PIP) soutenable à moyen et long terme ;
- Enjeu 3 : renforcer l'efficacité de l'outil statistique en vue de disposer de comptes nationaux à jour et fiables et de formuler des politiques économiques pertinentes.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : D'ICI A 2027 AMELIORER LE SCHEMA DE DEVELOPPEMENT GLOBAL PAR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

- **Résultat annuel attendu 1** : Cadre juridique et institutionnel en matière de programmation du développement défini et en place ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Travaux préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement effectués ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Séminaires de formation sur la planification du développement organisés ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Modèles/outils d'analyse et de mesure des politiques de développement national ou sectoriel élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Stratégies sectorielles élaborées ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Banque de projets construite ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Contributions pour la préparation de la loi de finances produites.

OBJECTIF N°2 : D'ICI A 2026 METTRE EN PLACE LES OUTILS DE PREPARATION, SUIVI ET EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

- **Résultat annuel attendu 1** : Séminaires de formation sur les techniques démontage de projets et programmes de développement organisés ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Normes en matière d'infrastructures élaborées et vulgarisées ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Rédaction du manuel de procédures de suivi-évaluation
- **Résultat annuel attendu 4** : Rapports de suivi élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Rapports d'évaluation élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Conception de la plateforme de suivi et évaluation des projets et programmes de développement.

OBJECTIF N°3 : PROCEDER AU REBASAGE DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS ET AU PASSAGE A LA NORME METHODOLOGIQUE DU SCN2008

- **Résultat annuel attendu 1** : corrections apportées pour intégrer les innovations du SCN2008
- **Résultat annuel attendu 2** : classification nationale des activités et des produits mise à jour
- **Résultat annuel attendu 3** : année de base modifiée et PIB réévalué
- **Résultat annuel attendu 4** : nouvelle série de comptes disponibles et travaux de rétropolation des comptes réalisés sur l'ancienne série.

OBJECTIF N°1 : D'ICI A 2027 AMELIORER LE SCHEMA DE DEVELOPPEMENT GLOBAL PAR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : Cadre juridique et institutionnel en matière de programmation du développement défini et en place ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Travaux préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement effectués ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Séminaires de formation sur la planification du développement organisés ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Modèles/outils d'analyse et de mesure des politiques de développement national ou sectoriel élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Stratégies sectorielles élaborées ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Banque de projets construite ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Rapports pour la préparation de la loi de finances produits (volet investissement).

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Réalisation PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre des textes (loi et décrets d'application) juridiques élaborés, transmis à la signature et adoptés	Nombre	N/A	N/A	1	N/A	N/A
Taux d'avancement de la mise en place du comité interministériel de planification des projets de développement	Taux	N/A	N/A	75	25	100
Taux d'avancement des travaux préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement effectués	Taux	N/A	N/A	60	40	100
Nombre de séminaires de formation sur la planification du développement	Nombre	N/A	N/A	5	5	15
Nombre de modèles/outils d'analyse et de mesure des politiques de développement national ou sectoriel élaborés	Nombre	N/A	N/A	1	1	3
Nombre de stratégies sectorielles élaborées	Nombre	N/A	N/A	3	5	10
Taux d'avancement des travaux de construction de la banque de projets	Taux	N/A	N/A	30	70	100
Nombre de rapports produits pour contribuer à la préparation de la loi des finances (volet investissement)	Nombre	N/A	N/A	2	2	6

Source des données : Commissariat Général au Plan.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

Ici, les éléments de la stratégie d'action sont fonction des objectifs visés par chaque activité :

- pour la **préparation du Plan national de développement**, elle porte sur la collecte et l'analyse des données sur l'exécution du PNDT et du PUDC, les travaux d'élaboration du PND, les résultats de l'analyse des simulations de la modélisation du PND ;
- pour la **vulgarisation des méthodes de planification du développement**, elle porte sur le recrutement des consultants, organisation des séminaires de formation ;
- pour l'**implémentation des outils d'analyse et de mesure des politiques de développement nationale et sectorielle**, elle repose sur la collecte des données socioéconomiques et des comptes nationaux, le recrutement des consultants, le développement du modèle de planification du développement, d'analyse d'impact, d'outils sectoriels et l'organisation d'un atelier de validation ;
- Pour l'**appui à l'élaboration des stratégies sectorielles**, elle porte sur la collecte des données sectorielles, le recrutement des consultants, le développement des outils de planification sectorielle, l'organisation des ateliers de formulation, de validation et de vulgarisation des stratégies sectorielles ;
- En matière de **formation sur les techniques de montage de projets**, elle porte sur : le recrutement d'un consultant ou d'un cabinet, l'organisation de séminaires de formation, l'appui au montage des projets ;
- Etc.

Précisions méthodologiques :

Indicateurs 1, 4, 5, 6 et 8 : simple décompte ;

Indicateurs 2, 3 et 7 : ratio

OBJECTIF N°2 : : D'ICI A 2027 METTRE EN PLACE LES OUTILS DE PREPARATION, SUIVI ET EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : Administrations formées aux techniques de montage de projets et programmes de développement ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Normes en matière d'infrastructures élaborées et vulgarisées ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Manuel de procédures de suivi-évaluation rédigé ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Rapports de suivi élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Rapports d'évaluation élaborés ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Conception de la plateforme de suivi-évaluation des projets et programmes de développement.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre d'administrations formées aux techniques de montage de projets et programmes de développement	Nombre	N/A	N/A	10	10	30
Nombre de normes en matière d'infrastructures élaborées et vulgarisées	Nombre	N/A	N/A	2	2	6
Taux d'avancement de la rédaction du manuel de procédures de suivi-évaluation des plans de développement	Taux	N/A	N/A	100	N/A	N/A
Taux d'avancement de la rédaction du manuel de procédures de suivi-évaluation des programmes de développement	Taux	N/A	N/A	100	N/A	N/A
Taux d'avancement de la rédaction du manuel de procédures de suivi-évaluation des programmes de coopération au développement	Taux	N/A	N/A	100	N/A	N/A
Taux d'avancement de la rédaction du manuel de procédures de suivi-évaluation des stratégies nationale sectorielles	Taux	N/A	N/A	100	N/A	N/A
Nombre de rapports de suivi élaborés	Nombre	N/A	N/A	2	4	10
Nombre de rapport d'évaluation élaborés	Nombre	N/A	N/A	2	3	9
Taux d'avancement de l'état de mise en œuvre du système de suivi-évaluation	Taux	N/A	N/A	50	50	100
Taux d'élaboration de la plateforme de suivi-évaluation des projets et programmes de développement	Taux	N/A	N/A	50	50	100

Source des données : Commissariat Général au Plan.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTIONS

Ici, les éléments de la stratégie d'action sont fonction des objectifs visés par chaque activité :

- pour les formations aux administrations sur les **techniques de montage de projets et programmes de développement**, elles portent sur le recrutement d'un consultant, l'organisation des séminaires de formation et d'atelier vulgarisation des méthodes de planification du développement ;
- pour **l'élaboration des normes en matière d'infrastructures**, elle repose sur le recrutement de consultants, la collecte des données, l'organisation des séminaires de formation et la diffusion des normes pour leur appropriation

- pour la **rédaction des manuels de procédures de suivi-évaluation (plans, programmes de développement, programmes de coopération et stratégies sectorielles)** elle porte sur le recrutement des consultants, l'organisation des séminaires de renforcement des capacités, la réalisation de voyages professionnels et la validation des manuels ;
- pour l'**élaboration des rapports de suivi**, elle porte sur la réalisation des missions de terrain au niveau national, la rédaction des rapports, la reprographie des rapports de suivi des plans, programmes de développement, programmes de coopération, stratégies nationales et sectorielles ;
- pour l'**élaboration des rapports d'évaluation**, elle porte sur la réalisation des missions de terrain au niveau national, la rédaction des rapports, la reprographie des rapports de suivi des plans, programmes de développement, programmes de coopération, stratégies nationales et sectorielles ;
- pour la **mise en œuvre du système de suivi-évaluation**, elle porte sur : le recrutement d'un consultant ou d'un cabinet, l'acquisition ou le développement progiciel et l'organisation de séminaires de formation ;
- pour le **développement d'un système d'information des projets**, il porte sur le recrutement d'un consultant, le renforcement des capacités, l'acquisition d'équipements informatiques et l'acquisition de logiciel (Outil reporting, BDD/Entrepôt de données, ETL et ERP) Etc.

Précisions méthodologiques :

Indicateurs 1, 2, 7 et 8 : simple décompte ;

Indicateurs : 3, 4, 5, 6, 9 et 10 : ratio.

OBJECTIF N°3 : D'ICI A 2027, PROCEDER AU REBASAGE DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS ET AU PASSAGE A LA NORME METHODOLOGIQUE DU SCN2008

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1 :** corrections apportées pour intégrer les innovations du SCN 2008 ;
- **Résultat annuel attendu 2 :** classification nationale des activités et des produits mise à jour ;
- **Résultat annuel attendu 3 :** année de base modifiée et PIB réévalué ;
- **Résultat annuel attendu 4 :** nouvelle série de comptes disponible et travaux de rétropolation des comptes réalisés sur l'ancienne série.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de corrections apportées pour intégrer les innovations du SCN 2008	Nombre	N/A	N/A	10	30	50
Taux de classification nationale des activités et des produits	Taux	N/A	N/A	40	60	100
Taux de modification de l'année de base et PIB réévalué	Taux	N/A	N/A	20	80	100
Taux de réalisation de la nouvelle série de comptes et travaux de rétropolation des comptes réalisés sur l'ancienne série	Taux	N/A	N/A	25	75	100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1: simple décompte ;

Indicateur 2.3 et 4. Ratio

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

20.915 : Programme Programmation du Développement	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP				Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP		
Actions et titres	(a)	(b)	(a)+(b)				(a)	(b)	(a)+(b)			
20.915.1 : Planification du développement	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 693 154 603	1 693 154 603	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 693 154 603	1 693 154 603
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 433 587 881	1 433 587 881	70 000 000	420 000 000	-	420 000 000	1 433 587 881	1 433 587 881
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	259 566 722	259 566 722	-	-	-	-	259 566 722	259 566 722
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20.915.2 : Préparation, suivi et évaluation des projets de développement	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 403 074 306	1 403 074 306	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 403 074 306	1 403 074 306
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 274 463 866	1 274 463 866	90 000 000	380 000 000	-	380 000 000	1 274 463 866	1 274 463 866
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	128 610 440	128 610 440	-	-	-	-	128 610 440	128 610 440
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20.915.3 : Comptes nationaux, statistiques et projection macroéconomiques	1 151 139 947	1 497 889 947	-	1 497 889 947	2 636 100 000	2 636 100 000	1 151 139 947	1 497 889 947	-	1 497 889 947	2 636 100 000	2 636 100 000
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	563 289 621	910 039 621	-	910 039 621	2 636 100 000	2 636 100 000	563 289 621	910 039 621	-	910 039 621	2 636 100 000	2 636 100 000
Titre 4. Dépenses de transfert	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-

20.915 : Programme Programmation du Développement	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP				Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP		
Actions et titres	(a)	(b)	(a)+(b)				(a)	(b)	(a)+(b)			
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-
Total du Programme Programmation du Développement	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909	1 311 139 947	2 297 889 947	-	2 297 889 947	5 732 328 909	5 732 328 909
Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	723 289 621	1 710 039 621	-	1 710 039 621	5 344 151 747	5 344 151 747	723 289 621	1 710 039 621	-	1 710 039 621	5 344 151 747	5 344 151 747
Titre 4. Dépenses de transfert	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-	587 850 326	587 850 326	-	587 850 326	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	388 177 162	388 177 162	-	-	-	-	388 177 162	388 177 162
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- (2) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Effectifs					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
Total pour les emplois de l'administration						

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

Emplois rémunérés	Effectifs		
	Réalisation 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
Opérateur 1 : xxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxx			
Opérateur 2 : xxxxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxx			
Opérateur x : xxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxx			
Total pour le programme			

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4						
Hors catégorie (s1)						
Catégorie A (s2)						
Catégorie B (s3)						
Catégorie C (s4)						
Main d'œuvre non permanente (t)						
Emplois des opérateurs (u)						
Total pour le programme = s + t + u						

AUTRES DEPENSES

JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers	Montants		Observations
		LF 2025		
		AE	CP	
Action X		-	-	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 1		-	-	
Titre 2 (hors solde permanente et MONP)		-	-	
Dépenses obligatoires		-	-	
vacation				
Frais de session des institutions...				
Titre 3: Biens et services		-	-	
Dépenses obligatoires		-	-	
Loyer				
Frais de scolarité				
Convention...				
Dépenses Indispensables		-	-	
Fournitures informatiques				
Frais de Mission...				
Fourniture d'imprimerie				
Autres dépenses		-	-	
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 4: Transferts		-	-	
Dépenses obligatoires		-	-	
Subventions ...				
Transferts aux ménage ...				
Dépenses Indispensables		-	-	
Subventions ...				
Transferts aux ménage ...				
Autres dépenses		-	-	
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 5: investissement		-	-	
Acquisition équipement informatique				
Acquisition équipement et machine spécialisée				
Acquisition véhicule				
Autre dépenses (à préciser)				
Activités régaliennes/activités ponctuelles N :				
Titre 2 (hors solde permanente et MONP)				
Dépenses obligatoires				
vacation				
Frais de session des institutions...				
Titre 3: Biens et services				
Dépenses obligatoires				
Baux administratifs				
Frais de scolarité				
Convention...				

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers	Montants		Observations
		LF 2025		
		AE	CP	
Dépenses Indispensables				
Fournitures informatiques				
Frais de Mission...				
Fourniture d'imprimerie				
Autres dépenses				
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 4: Transferts				
Dépenses obligatoires				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Dépenses Indispensables				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Autres dépenses				
vacation				
Frais de session des institutions...				
Titre 5: investissement				
Equipement informatique				
Equipement et machine spécialisée				
Autres dépenses (à préciser)				
Action X				
Activités régaliennes/activités ponctuelles 1				
Titre 2 (hors solde permanente et MONP)				
Dépenses obligatoires				
vacation				
Frais de session des institutions...				
Titre 3: Biens et services				
Dépenses obligatoires				
Baux administratifs				
Frais de scolarité				
Convention...				
Dépenses Indispensables				
Fournitures informatiques				
Frais de Mission...				
Fourniture d'imprimerie				
Autres dépenses				
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 4: Transferts				
Dépenses obligatoires				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Dépenses Indispensables				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Autres dépenses				

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers	Montants		Observations
		LF 2025		
		AE	CP	
Autres dépenses (à préciser)				
Activités régaliennes/activités ponctuelles N :				
Titre 2 (hors solde permanente et MONP)				
Dépenses obligatoires				
vacation				
Frais de session des institutions...				
Titre 3: Biens et services				
Dépenses obligatoires				
Baux administratifs				
Frais de scolarité				
Convention...				
Dépenses Indispensables				
Fournitures informatiques				
Frais de Mission...				
Fourniture d'imprimerie				
Autres dépenses				
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 4: Transferts				
Dépenses obligatoires				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Dépenses Indispensables				
Subventions				
Transferts aux ménages...				
Autres dépenses				
vacation				
Autres dépenses (à préciser)				
Titre 5: investissement				
Equipement informatique				
Equipement et machine spécialisée				
Autres dépenses (à préciser)				
Total programme	-	-	-	-

RATTACHEMENT DES SERVICES

Intitulé du Programme	Intitulé du BOP	Intitulé UO	Poste Comptable	Services rattachés
XX.XXX : XXXXX	A1 : XXXX	A1K1 : XXX	0000	Cabinet du Directeur Général de XXXXXXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXX
				Service XXXXXXX
		A1K2 : XXXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXX
				Service XXXXXXX
				Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXX
				Service XXXXXXX
	A1K3 : XXX		Direction XXXX	
			ServiceXXXXX	
			Service XXXXXXX	
			Service XXXXXXX	
			Direction XXXX	
			ServiceXXXXX	
	A2 : XXXX	A2Ki : XXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXX
				Direction XXXX
		AiKj : XXX		Service XXXXXXX
				Service XXXXXXX
				Direction XXXX
				Service XXXXXXX
	Aj : XXXX	AiKj : XXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
			Service XXXXXXX	
			Direction XXXX	
AiKj : XXX			Service XXXXXXX	
			Service XXXXXXX	
			Direction XXXX	
			Service XXXXXXX	

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le principal objectif du programme "Pilotage et soutien à la Politique de Planification du développement" est de veiller à l'organisation et au fonctionnement des unités administratives du ministère, ainsi qu'au suivi-évaluation des conditions dans lesquelles les instructions sont adressées aux services et à la façon dont les informations sont remontées. Il veille également à la qualité des politiques publiques menées en matière de planification du développement et de prospective.

A cet effet, il rassemble :

- les services du **Cabinet du Vice-Premier Ministre**. Le Cabinet est en effet le cœur politique du ministère, le lieu où sont élaborées les grandes lignes directrices de l'action ministérielle en accord avec les priorités et directives du Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, et du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition, Monsieur Raymond NDONG SIMA ;
- l'**Inspection Générale des Services**. Elle a pour mission de contrôler et de suivre la régularité de l'activité de l'ensemble des services relevant du ministère, d'évaluer périodiquement l'exécution des politiques publiques, des missions et projets du ministère, l'efficacité dans l'organisation des structures prévues dans l'organigramme du ministère, de mener les audits sur l'organisation des structures et des processus de travail et d'élaborer les normes de qualité imposables aux services ;
- le **Secrétariat Général**. Il est assisté des fonctions supports que sont les Directions Centrales des Affaires Financières (DCAF), des Ressources Humaines (DCRH), des Systèmes d'Information (DCSI), des Affaires Juridiques (DCAJ), de la Communication (DCC), des Archives et de la Documentation (DCAD) ainsi que de la Statistique et des Etudes (DCSE). Il est chargé de la coordination des services et est le responsable du Programme « Pilotage et soutien à la politique de Planification du développement ».

Ainsi, ce programme prend en charge le pilotage des politiques publiques et la gestion de tous les services concourant à la bonne marche de l'administration. Il comprend deux actions :

- Pilotage de la stratégie ministérielle ;
- Coordination administrative.

DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme "Pilotage et soutien à la politique de Planification du développement" est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle	1	0	2	0	0	0
Action 2 : Coordination Administrative	1	0	3	0	0	0
Total	2	0	5	0	0	0

(1) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'Etat recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat.

ACTION N° 1 : PILOTAGE DE LA STRATEGIE MINISTERIELLE

Le pilotage de la stratégie ministérielle est assuré par le Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective, avec l'appui technique de l'Inspection Générale des Services.

Ce pilotage intervient dans un contexte exceptionnel marqué par la Transition issue du « Coup de la Libération du 30 août 2023 » et la restauration du Ministère de la Planification le 17 janvier 2024.

Avec un programme phare, qui est celui de remettre de l'ordre dans la programmation du développement du pays, le pilotage de la stratégie ministérielle consiste essentiellement à :

- donner les orientations claires sur les politiques publiques à mettre en œuvre par les programmes de la mission ;
- contrôler et réguler les activités des services.

ACTION N° 2 : COORDINATION ADMINISTRATIVE

La coordination administrative est une compétence dévolue au Secrétariat Général du Ministère de la Planification et de la Prospective, appuyé de ses services supports. Il est chargé d'assurer une gouvernance proactive et efficace de l'administration du ministère, grâce aux moyens généraux dont il est doté.

L'activité de coordination administrative vise notamment à rendre efficient et efficace l'organisation et le fonctionnement des services. De plus, en sa qualité de pilote global de l'administration, le Secrétariat Général doit orienter, superviser et coordonner l'action des directions générales du ministère, s'assurer que tous les services reçoivent des ressources dont ils ont besoin et que celles-ci sont utilisées conformément à l'articulation mission- programmes-actions convenue arrêtée dans le PAP.

Le Secrétariat Général est notamment chargé de :

- proposer, en collaboration avec l'Inspection Générale des Services, la création et l'organisation des services du ministère ;
- coordonner la politique de gestion des ressources humaines et veiller à l'actualisation des plans directeurs du développement des ressources humaines ;
- s'assurer de l'atteinte de tous les objectifs contenus dans le PAP ;
- s'assurer de la maîtrise des processus opérationnels menés par les directions générales ;
- s'assurer que les différentes fonctions correspondent aux divers domaines d'activité des services et qu'elles sont intégrées et concourent à l'optimum de chaque service du ministère.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Les événements du 30 août 2023 ont orienté le Gabon dans une transition politique dont le chronogramme prévoit l'organisation d'un dialogue national inclusif. Ainsi, le Programme pilotage et soutien de la politique de Planification du développement est présenté dans un contexte marqué par la fin de ce dialogue. Celui-ci recommande en effet la mise en œuvre des réformes majeures aux plans politique, économique, social et culturel ainsi que l'instauration d'une culture de bonne gouvernance.

Le programme "Pilotage et soutien de la politique de planification du développement" devrait s'affirmer sur les actions régaliennes, à savoir :

- organiser les services du ministère conformément à ses missions et à la feuille de route du Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- assurer la cohérence de toutes les actions menées dans le cadre de la planification et de la programmation du développement ;
- contrôler les politiques publiques du ministère et s'assurer du fonctionnement efficient et efficace des services, en apportant l'appui et les ressources nécessaires à la bonne exécution des missions confiées aux fonctions supports.

Ce programme est celui d'un nouveau ministère. Il est en effet confronté à plusieurs difficultés de fonctionnement, liées notamment à l'insuffisance des moyens et équipements de travail.

Aussi, les actions à mener à court et à moyen termes consistent-ils en :

- la réhabilitation et l'équipement des bâtiments du site «historique» du ministère en charge de la Planification ;
- le recrutement et le redéploiement des agents ;
- la dotation des différentes unités administratives en moyens roulants.

ENJEUX

La mise en œuvre du Programme "Pilotage et soutien de la politique de Planification du développement" présente un certain nombre d'enjeux dont les plus importants consistent à :

- Enjeu 1 : assurer la gouvernance proactive et efficace de l'administration ;
- Enjeu 2 : mettre en place un dispositif de suivi de la performance du ministère ;
- Enjeu 3 : faire des fonctions supports des acteurs déterminants de la modernisation de l'Administration ;
- Enjeu 4 : développer la performance globale au niveau de chaque fonction soutien

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : ÊTRE PARVENU D'ICI FIN 2026 A MODERNISER L'ADMINISTRATION DU MINISTERE

- **Résultat annuel attendu 1** : mettre en place un dispositif de suivi de la Performance des programmes opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 2** : mettre en place un cadre organique du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 3** : rendre opérationnel les outils modernes de gestion des activités du ministère.

OBJECTIF N°2 : AVOIR OPTIMISE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTERE D'ICI FIN 2027.

- **Résultat annuel attendu 1** : mettre en place un plan de renforcement des capacités des agents du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 2** : élaborer un référentiel de compétences au sein du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 3** : mettre en œuvre un système d'évaluation des performances des agents du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 4** : élaborer, faire remplir et analyser les fiches de postes des agents du ministère.

OBJECTIF N°3 : AVOIR DEFINI ET MISE EN ŒUVRE UN SYSTEME EFFICACE DE PILOTAGE ET DE MANAGEMENT DU MINISTERE D' ICI FIN 2025.

- **Résultat annuel attendu 1** : Tenir des 3 revues mensuelles (dialogue de gestion) dans l'année ;
- **Résultat annuel attendu 2** : atteindre au moins 80% d'exécution du budget ouvert à la consommation ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Dynamiser 3 grandes activités des différentes Directions Générales par an.

OBJECTIF N°4 : METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE PAR AN.

- **Résultat annuel attendu 1** : Être parvenu à disposer d'une cartographie de risques ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Avoir accompagné les 6 services administratifs du Ministère dans l'élaboration d'un manuel de procédures ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Avoir réalisé au moins 3 missions de contrôle par an.

OBJECTIF N°5 : OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU MINISTERE D'ICI FIN 2027.

- **Résultat annuel attendu n°1** : opérationnaliser à 60 % les services du ministère ;
- **Résultat annuel attendu n°2** : avoir réhabilité les 6 bâtiments administratifs du Ministère de la planification et de la prospective à Oloumi ;
- **Résultat annuel attendu n°3** : avoir câblé à 100% le réseau et installé le réseau de l'administration gabonaise (RAG) à Oloumi.

OBJECTIF N°1 : ETRE PARVENU D'ICI FIN 2026 A MODERNISER L'ADMINISTRATION DU MINISTERE**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : mettre en place un dispositif de suivi de la Performance des programmes opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 2** : mettre en place un cadre organique du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 3** : rendre opérationnel les outils modernes de gestion des activités du ministère.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'élaboration du dispositif de suivi de la Performance des programmes du ministère	%	NA	NA	45	55	100
Taux d'élaboration du cadre organique du ministère	%	NA	NA	60	40	100
Taux de mise en œuvre des outils modernes de gestion des activités du ministère	%	NA	NA	30	70	100

Source : Secrétariat Général du Ministère

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Elaborer et soumettre au Secrétariat Général du Gouvernement un projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Prospective ;
- Elaborer un Plan de Travail Ministériel et des tableaux de bord de gestion ou de suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes de la mission Planification du développement ;
- Favoriser le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaine managériale, points focaux et contributeurs ;
- Organiser des séminaires de renforcement des capacités de managers.

Précisions méthodologiques :

Indicateurs 1, 2 et 3 : Ratio.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : mettre en place un plan de renforcement des capacités des agents du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 2** : élaborer un référentiel de compétences au sein du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 3** : mettre en œuvre un système d'évaluation des performances des agents du ministère ;
- **Résultat annuel attendu 4** : élaborer, faire remplir et analyser 385 fiches de postes des agents du ministère.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'élaboration du plan de renforcement des capacités des agents	%	NA	NA	35	65	100
Taux d'élaboration du référentiel de compétences au sein du ministère	%	NA	NA	40	60	100
Taux d'élaboration du système d'évaluation des performances des agents du ministère	%	NA	NA	25	75	100
Nombre des fiches des postes des agents élaborées, remplies et analysées	Nombre	NA	NA	150	235	687

Source : DCRH du Ministère de la Planification et de la Prospective

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Elaborer et mettre en œuvre respectivement le référentiel des emplois et des compétences ainsi que le répertoire des compétences au sein du ministère ;
- Proposer un plan formation des agents (par rapport aux besoins identifiés) assorti d'un chronogramme de réalisation ;
- Gérer les relations avec les organismes et les grandes écoles dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de formation du ministère ;
- Mettre en place le plan prévisionnel des entrées et des sorties des personnels.

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1, 2 et 3 : Ratio ;
Indicateur 4 : simple décompte.

Contributions des opérateurs/partenaires :

- Ministère en charge de la Fonction Publique.

OBJECTIF N°3 : AVOIR DEFINI ET MIS EN ŒUVRE UN SYSTEME EFFICACE DE PILOTAGE ET DE MANAGEMENT D'ICI A FIN 2025

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : Tenir des 3 revues mensuelles (dialogue de gestion) dans l'année ;
- **Résultat annuel attendu 2** : atteindre au moins 80% d'exécution du budget ouvert à la consommation ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Dynamiser 3 grandes activités des différentes Directions Générales par an.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Échéance pluriannuelle
Nombre de revues mensuelles tenu	%	NA	NA	3	3	3
Taux d'exécution du budget ouverts par programme de la mission (Ministère)	%	NA	NA	80	90	95
Nombre des activités dynamisées par Direction Générale	Nombre	NA	NA	3	3	3

Source : DCAF du Ministère de la Planification et de la Prospective

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- Tenir des réunions (dialogues de gestion) par programme trimestriellement ;
- Produire des rapports d'activité trimestriels ;
- Faire respecter les délais de traitement des dossiers.

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 et 2 : Ratio ;

Indicateur 3 : simple décompte.

Contributions des opérateurs/partenaires :

- Ministère en charge du Budget.

OBJECTIF N°4 : METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE PAR AN

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socioéconomique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels attendus

- **Résultat annuel attendu n°1** : Être parvenu à disposer d'une cartographie de risques ;
- **Résultat annuel attendu n°2** : Avoir accompagné les 6 services administratifs du Ministère dans l'élaboration d'un manuel de procédures ;
- **Résultat annuel attendu n°3** : Avoir réalisé au moins 3 missions de contrôle par an.

Indicateurs :

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'avancement des travaux d'élaboration de la cartographie de risques	%	NA	NA	25	75	100
Nombre de services administratifs du Ministère accompagnés dans l'élaboration d'un manuel de procédures	Nombre	NA	NA	3	3	6
Nombre des missions de contrôle effectuées	Nombre	NA	NA	3	3	3

Source : IGS du Ministère de la Planification et de la Prospective

Eléments clés de la stratégie d'action

- Mettre en place un groupe de travail pour la réalisation d'une cartographie des risques (financiers, techniques, organisationnels, humains, etc.) ;
- Analyser et évaluer les risques identifiés ;
- Elaborer en collaboration avec les services administratifs le cahier des charges pour la réalisation du manuel de procédures ;
- Elaborer les référentiels de contrôle ;
- Organiser les missions de contrôle et suivre la mise en œuvre des recommandations qui en découlent.

Précisions méthodologiques

Indicateurs 1 : Ratio ;

Indicateur 2 et 3 : simple décompte

Contributions des opérateurs / partenaires :

- Ministère en charge de la Fonction Publique (Ecole Nationale d'Administration).

OBJECTIF N°5 : Optimiser le fonctionnement des services du Ministère d'ici à fin 2027

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socioéconomique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels attendus

- **Résultat annuel attendu n°1 :** opérationnaliser à 60 % les services du ministère
- **Résultat annuel attendu n°2 :** avoir réhabilité les 6 bâtiments administratifs du Ministère de la planification et de la prospective à Oloumi ;
- **Résultat annuel attendu n° 3 :** avoir câblé à 100% le réseau et installé le réseau de l'administration gabonaise (RAG) à Oloumi.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de véhicules dotés par le Ministère	Nombre	NA	NA	150	100	300
Nombre des agents du Ministère ayant été dotés en équipements informatiques et mobiliers de bureaux	Nombre	NA	NA	150	100	385
Nombre des bâtiments du Ministère réhabilité	Nombre	NA	NA	6	0	NA

Source : SG du Ministère de la Planification et de la Prospective

Éléments clés de la stratégie d'action

- Faire un état de besoin en moyens roulants, en équipements informatiques et en mobiliers de bureaux ;
- Etablir les cahiers de charge avec les opérateurs économiques ;
- Elaborer des conventions avec les opérateurs économiques.....

Précisions méthodologiques

Indicateurs 1 et 3 : Ratio ;

Indicateur 2 : Simple décompte

Contributions des opérateurs / partenaires :

- Opérateurs économiques, DGPE, DGBFiP, DGCP

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

20.894 : Programme Pilotage et Soutien à la Politique de la Planification	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP				Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP		
Actions et titres	(a)	(b)	(a)+(b)			(a)	(b)	(a)+(b)				
20.894.1 : Pilotage de la stratégie ministérielle	431 547 619	300 000 000	-	300 000 000	740 000 000	740 000 000	431 547 619	300 000 000	-	300 000 000	740 000 000	740 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel		-		-	-	-		-	-	-	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	312 500 000	300 000 000	-	300 000 000	590 000 000	590 000 000	312 500 000	300 000 000	-	300 000 000	590 000 000	590 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert		-		-	150 000 000	150 000 000		-	-	-	150 000 000	150 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	119 047 619	-		-			119 047 619	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses		-		-				-	-	-	-	-
20.894.2 : Coordination administrative	175 000 000	13 318 480 200	-	13 318 480 200	5 481 000 000	5 481 000 000	175 000 000	13 318 480 200	-	13 318 480 200	5 481 000 000	5 481 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel		2 518 480 200		2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000		2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	175 000 000	700 000 000		700 000 000			175 000 000	700 000 000	-	700 000 000	-	-
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-		-			-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	10 100 000 000		10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000	-	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-		-			-	-	-	-	-	-
Total du Programme Pilotage et Soutien à la Politique de Planification du Développement	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000	606 547 619	13 618 480 200	-	13 618 480 200	6 221 000 000	6 221 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000	-	2 518 480 200	-	2 518 480 200	1 290 000 000	1 290 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	487 500 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	590 000 000	590 000 000	487 500 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	590 000 000	590 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000	119 047 619	10 100 000 000	-	10 100 000 000	4 191 000 000	4 191 000 000

20.894 : Programme Pilotage et Soutien à la Politique de la Planification	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LFI pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP				Budget hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Budget y compris ADP		
Actions et titres	(a)	(b)	(a)+(b)			(a)	(b)	(a)+(b)				
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

- (3) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Effectifs					Total Effectifs 2025 (a + Ecart)
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
Total pour les emplois de l'administration						

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

Emplois rémunérés	Effectifs		
	Réalisation 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
Opérateur 1 : xxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxx			
Opérateur 2 : xxxxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxx			
Opérateur x : xxxxxxxxxxxxxxxx			
Emplois rémunérés par le programme (solde)			
Emplois rémunérés par l'opérateur (fond propre)			
Total pour l'opérateur xxxxxxxxxxxx			
Total pour le programme			

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4						
Hors catégorie (s1)						
Catégorie A (s2)						
Catégorie B (s3)						
Catégorie C (s4)						
Main d'œuvre non permanente (t)						
Emplois des opérateurs (u)						
Total pour le programme = s + t + u						

AUTRES DEPENSES

JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle			300 000 000	300 000 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 1 : Fonctionnement des Cabinet du VPM et de IGS			300 000 000	300 000 000	
Titre 3 : Biens et services			300 000 000	300 000 000	
Dépenses Indispensables			300 000 000	300 000 000	
Fonctionnement du Cabinet du VPM	1	225 000 000	225 000 000	225 000 000	Mise en œuvre des activités du Cabinet du VPM
Fonctionnement du Cabinet de l'IGS	1	75 000 000	75 000 000	75 000 000	Mise en œuvre des activités du Cabinet de l'IGS
Titre 4 : Transferts			-	-	
Dépenses Obligatoires			-	-	
Cotisation Internationale	1	-	-	-	Suivi des organismes internationaux (VPM)
Action n°2 : Coordination administrative			10 800 000 000	10 800 000 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 1 : Coordination			515 850 000	515 850 000	
Titre 3 : Biens et services			515 850 000	515 850 000	
Dépenses Indispensables			515 850 000	515 850 000	
Coordination des activités administratives	1	515 850 000	515 850 000	515 850 000	Fournitures de bureaux diverses, Imprimés spéciaux, Fourniture audiovisuelle, Papeterie, Documents périodiques, Entretien bâtiments, Frais de Mission et de déplacement à l'intérieur du pays, Frais de Mission et de déplacement à l'extérieur du pays, Organisation des séminaire, Carburant
Activités régaliennes/activités ponctuelles 2 : Avoir améliorer les conditions de travail du personnel du Ministère			10 100 000 000	10 100 000 000	
Titre 5 : investissement			10 100 000 000	10 100 000 000	
Projet: Plan d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC)	1	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	
Projet: Equipement du ministère (Planification)	1	100 000 000	100 000 000	100 000 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 3 : Fonctionnement des fonctions supports			120 000 000	120 000 000	
Titre 3 : Biens et services			120 000 000	120 000 000	
Dépenses Indispensables			120 000 000	120 000 000	
Fonctionnement normal des entités administratives	1	120 000 000	120 000 000	120 000 000	DCAF (50 000 000), DCRH (15 000 000), DCSI (10 000 000), DCAJ (10 000 000), DCSS (10 000 000), DCAD (10 000 000), DCC (10 000 000), S.Courriers (5 000 000),
Activités régaliennes/activités ponctuelles 4 : Tenir trois revues d'objectifs par an			12 000 000	12 000 000	3 Revues par an (8 875 000-3 950 000)
Titre 3 : Biens et services			5 000 000	5 000 000	
Dépenses Indispensables			5 000 000	5 000 000	

Atelier de formation (Sensibilisation de la chaîne managériale à travers les séminaires de formation)	1	3 000 000	3 000 000	3 000 000	25 rames de papiers, 25 pers à former avec intervention des coorespondant budgétaires
Fourniture d'imprimerie	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Encre, clé USB, ...
Fournitures informatiques	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Ordinateurs, imprimante, rétroprojecteur
Activités régaliennes/activités ponctuelles 5 : Avoir exécuté le budget 2025 à 30%			250 000	250 000	
Titre 3: Biens et services			250 000	250 000	
Dépenses Indispensables			250 000	250 000	
Séances de travail avec les différents programmes et Opérateur	1	250 000	250 000	250 000	Alimentation ; rames de papier
Activités régaliennes/activités ponctuelles 6 : Produire des rapports de synthèses trimestriels et les valider			850 000	850 000	
Titre 3: Biens et services			850 000	850 000	
Dépenses Indispensables			850 000	850 000	
Atelier de validation	1	850 000	850 000	850 000	En 1 jours : Alimentation ; rames de papier
Activités régaliennes/activités ponctuelles 7 : Tenir la comptabilité matière du Ministère			30 000 000	30 000 000	
Titre 3: Biens et services			30 000 000	30 000 000	
Dépenses Indispensables			30 000 000	30 000 000	
Mission de terrain à Libreville et l'intérieur du Pays	1	30 000 000	30 000 000	30 000 000	3 pers par province
Activités régaliennes/activités ponctuelles 10 : Elaboration et suivi des activités du Projet Annuel de Performance (PAP) et du Rapport Annuel de Performance (RAP)			20 000 000	20 000 000	
Titre 3: Biens et services			20 000 000	20 000 000	
Dépenses Indispensables			20 000 000	20 000 000	
Séances de travail avec les différents programmes et Opérateur	1	20 000 000	20 000 000	20 000 000	Suivi des activités du PAP et du RAP
Activités régaliennes/activités ponctuelles 12 : Elaboration des documents préalables à l'exécution du budget (PBI, DPG, CAP)			200 000	200 000	
Titre 3: Biens et services			200 000	200 000	
Dépenses Indispensables			200 000	200 000	
Séances de travail avec les différents programmes et Opérateur	1	200 000	200 000	200 000	
Activités régaliennes/activités ponctuelles 16 : Initier les RUO sur les réformes de la chaîne de dépenses			850 000	850 000	
Titre 3: Biens et services			850 000	850 000	
Dépenses Indispensables			850 000	850 000	
Atelier de formation (Sensibilisation de la chaîne managériale à travers les séminaires de formation)	1	850 000	850 000	850 000	Alimentation ; rames de papier
Total programme			11 100 000 000	11 100 000 000	

RATTACHEMENT DES SERVICES

Intitulé du Programme	Intitulé du BOP	Intitulé UO	Poste Comptable	Services rattachés
XX.XXX : XXXXX	A1 : XXXX	A1K1 : XXX	0000	Cabinet du Directeur Général de XXXXXXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Service XXXXXXXX
		A1K2 : XXXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Service XXXXXXXX
			A1K3 : XXX	
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
		Service XXXXXXXX		
		Direction XXXX		
		ServiceXXXXX		
		Service XXXXXXXX		
	A2 : XXXX	A2Ki : XXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Direction XXXX
				Service XXXXXXXX
		AiKj : XXX		Direction XXXX
				ServiceXXXXX
				Service XXXXXXXX
				Direction XXXX
				Service XXXXXXXX
	Aj : XXXX	AiKj : XXX		Direction XXXX
			ServiceXXXXX	
			Service XXXXXXXX	
			Direction XXXX	
			Service XXXXXXXX	
AiKj : XXX			Direction XXXX	
			ServiceXXXXX	
			Service XXXXXXXX	
			Direction XXXX	
			Service XXXXXXXX	